

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 20/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARP INDUSTRIES RHONE ALPES

943 chemin de l'Isilon
38670 Chasse-sur-Rhône

Références : UiD4243-DSSP-022-0446
Code AIOT : 0006103506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2022 dans l'établissement SARP INDUSTRIES RHONE ALPES (SIRA) implanté L'Horme - Chemin de l'Horme - 42450 SURY LE COMTAL. L'inspection a été annoncée le 08/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP INDUSTRIES RHONE ALPES
- L'Horme - Chemin de l'Horme - 42450 SURY LE COMTAL
- Code AIOT : 0006103506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui.

Par arrêté préfectoral du 16/02/2017, la société SIRA est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux située au lieu-dit « L'Horme » sur la commune de Sury-le-Comtal. Cette autorisation comprend la création d'un 6ème casier. Les travaux d'aménagement de ce 6ème casier se sont terminés fin 2018 et il a été mis en exploitation (rapport du 04/12/2018).

Seules les boues d'hydroxydes métalliques provenant du centre de traitement SIRA de Chasse-sur-Rhône sont admises sur l'installation de stockage.

La visite d'inspection constitue une visite périodique prévue par le plan pluriannuel d'inspections des installations classées.

Elle vise à contrôler le respect des prescriptions des arrêtés encadrant l'installation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- traçabilité des déchets
- autosurveillance des eaux superficielles
- surveillance des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 28/04/2020, article 1 (10.1.1.2)	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets	Décret du 25/03/2021, article 1 (R.541-45 code environnement)	/	Sans objet
3	Traçabilité des déchets - procédure d'acceptation	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 11.1	/	Sans objet
4	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/04/2020, article 1 (10.1.1.1 et 10.1.1.2)	/	Sans objet
5	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 10.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas relevé de non conformités.

L'origine de la pollution des boues du bassin de rétention des eaux pluviales n'a pas été établie : les investigations menées au niveau des fossés de récupération des eaux pluviales n'ont pas permis d'éclaircir ce point.

Le réseau de surveillance des eaux souterraines est à développer de manière à pouvoir caractériser l'étendue de la pollution à l'aval hydrogéologique du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2020, article 1 (10.1.1.2)
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales ne peuvent être rejetées au réseau pluvial communal que si elles respectent au moins les valeurs du tableau (non reproduit). Une analyse de la qualité des eaux pluviales est effectuée à la fréquence trimestrielle sur l'ensemble des paramètres listés aux 1 et 2 du tableau ci-dessus. Une fois par an, cette analyse comprend en outre le suivi de l'Arsenic tel que visé au 3 du tableau ci-dessus.
Constats : L'exploitant réalise une analyse avant chaque bâchée et des analyses trimestrielles sont réalisées par un laboratoire extérieur (Eurofins). Ce même laboratoire effectue également les prélèvements. Les résultats des analyses trimestrielles sont saisies sur GIDAF. Les 2 résultats disponibles pour 2022 (1er et 2è trimestre) montrent que les rejets respectent les valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral. Les résultats de l'analyse du 3è trimestre ne sont pas encore disponibles. Lors de l'inspection 2021, l'exploitant avait proposé d'investiguer "les boues" présentes dans ses fossés de collecte d'eaux pluviales pour tenter d'expliquer l'origine des métaux contenus dans les boues du bassin d'eaux pluviales (en lien avec la problématique de la pollution du fossé de la ZA des Chaux en aval). Ainsi, 3 échantillons de boues ont été analysés en interne à SIRA. Il en ressort qu'elles contiennent une petite quantité de métaux, principalement du fer (de l'ordre de 2 à 4 mg/L). Même en considérant un effet d'accumulation au fond du bassin, il apparaît peu probable que les métaux aient été drainés par les eaux pluviales du site - [Ni bassin] = 3 mg/l et [Ni fossé EP] = 0,01 mg/l - [Zn bassin] = 16 mg/l et [Zn fossé EP] = 0,15 mg/l. Le bassin des eaux pluviales a fait l'objet d'un curage en juin 2022. Les boues ont été évacuées vers Chasse-sur-Rhône. Le BSD correspondant a été remis à l'inspection.
Observations : L'origine des métaux retrouvés dans les boues du bassin d'eaux pluviales n'est pas identifiée. Une nouvelle analyse de boues sera à réaliser lorsque des boues seront de nouveau présentes dans le bassin afin de vérifier si elles contiennent toujours des métaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Décret du 25/03/2021, article 1 (R.541-45 code environnement)
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p> <p>[...]</p> <p>Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.</p> <p>Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.</p> <p>L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectue au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : L'exploitant gère ses bordereaux de suivi de déchets sous Trackdéchets depuis le 01/07/2022.</p> <p>Une extraction des BSD ainsi émis a été remise à l'inspection.</p> <p>Un bordereau a été consulté au hasard, aucune anomalie n'a été détectée.</p> <p>Du 01/07/2022 au 30/09/2022, d'après Trackdéchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 589 t de boues d'hydroxydes ont été réceptionnées dans l'ISDD, - 416 t de lixiviats ont été évacués.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : traçabilité des déchets - procédure d'acceptation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un déchet ne peut être admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur, ou détenteur, d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum. [...]
Constats : La validité des CAP a été vérifiée : - Pour les boues, le CAP n° 4201 est valide jusqu'au 31/12/2022 - Pour les lixiviats, le CAP n° CV-08457 est valide jusqu'au 18/04/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2020, article 1 (10.1.1.1 et 10.1.1.2)
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Une analyse de la qualité des lixiviats est effectuée avant chaque rejet sur l'ensemble des paramètres listés dans les tableaux ci-dessus, ainsi que sur la conductivité. Les résultats des analyses sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées par l'intermédiaire de l'application GIDAF. [...] Une analyse de la qualité des eaux pluviales est effectuée à la fréquence trimestrielle sur l'ensemble des paramètres listés aux 1 et 2 du tableau ci-dessus. Une fois par an, cette analyse comprend en outre le suivi de l'Arsenic tel que visé au 3 du tableau ci-dessus. Les résultats des analyses sont transmis à l'inspection des installations classées par l'intermédiaire de l'application GIDAF : <ul style="list-style-type: none">• trimestriellement pour les paramètres visés aux 1 et 2 du tableau ci-dessus ;• annuellement pour ce qui concerne le paramètre visé au 3 du tableau ci-dessus.
Constats : Les lixiviats ne sont toujours pas rejetés au milieu naturel. Ils sont traités sur le site de Chasse-sur-Rhône. Il n'y a donc aucune saisie GIDAF. Les résultats des analyses trimestrielles sont saisis sur GIDAF. Les rejets étant effectués par bâchées, l'exploitant saisit également les volumes rejetés lorsqu'il y a un rejet. L'analyse trimestrielle ne correspond pas forcément à un rejet. Il n'y a pas eu de rejet en janvier et février 2022 car les analyses effectuées en interne par l'exploitant n'étaient pas conformes. Les eaux ont été évacuées en tant que "lixiviats" et traitées sur le site de Chasse-sur-Rhône. L'analyse trimestrielle de mars est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 10.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Quatre fois par an au minimum, et deux fois en période présumées de basses eaux et hautes eaux, des analyses des eaux souterraines portant sur les paramètres suivant seront effectuées :</p> <p>- pH, conductivité, DCO, hydrocarbures, phénols, Cr6+, Cd, Pb, Hg, , fluorures, nitrates, nitrites, arsenic et cyanures libres et totaux</p> <p>Ces analyses seront effectuées, à minima, sur la moitié des piézomètres, en alternance pour avoir au moins deux mesures sur chacun des piézomètres annuellement. Le niveau d'eau sera relevé sur chaque piézomètre tous les trimestres.</p>
<p>Constats : Les eaux souterraines sont suivies selon les modalités fixées dans l'arrêté préfectoral du 16/02/2017. Les résultats sont à saisir sous GIDAF. Les résultats d'analyses sont disponibles dans les bilans trimestriels transmis par l'exploitant</p> <p>Suite à l'inspection de 2021, l'exploitant a réalisé une étude hydrogéologique en vue de proposer l'implantation de nouveaux piézomètres de suivi pour suivre l'évolution de la pollution à l'aval du site. Il est ainsi proposé d'ajouter un nouveau pz de référence (amont) pour remplacer le pz 12 qui ne peut plus être considéré comme un pz de référence, et d'ajouter également un pz "aval" mais qui reste dans l'emprise du site ICPE. Cette proposition ne permet pas d'identifier et de suivre une éventuelle diffusion en aval du site.</p>
<p>Observations : L'opportunité d'étendre le réseau de surveillance en dehors du périmètre ICPE doit être étudiée. Compte-tenu des écoulements identifiés par l'étude et des pz impactés, l'installation d'un ou plusieurs pz en aval des pz 12, 15 et 16 est à envisager.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet